



## Décision individuelle N° 2021-16

**Pétitionnaire** : Commune de Roure

**Adresse** : Place André Ségur 06420 ROURE

**Nature de la demande** : Introduction de végétaux en cœur de Parc national

**Intitulé du projet** : Réhabilitation du refuge et de la vacherie de Longon - réalisation un dispositif d'assainissement des eaux blanches de la vacherie

**Localisation** : parcelle section A n°32 commune de Roure

**La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,**

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1 et R.331-65,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 3

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 1 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 02 février 2021,

**Vu** l'avis conforme n°2021-15 du 03 février 2021 autorisant la commune de Roure à réaliser des travaux de réhabilitation du refuge et de la vacherie de Longon,

**Considérant** la demande formulée en date du 06 janvier 2021 par Monsieur DALMASSO Florent, chef du Pôle d'Instruction Métropolitain,

**Considérant** que le projet porte notamment sur la construction d'une filière d'assainissement des eaux blanches de la vacherie attenante,

**Considérant** que cette filière nécessite l'implantation de massifs filtrants à roseaux,

**Considérant** que ce végétal n'est localement pas présent dans le cœur du parc national, que ces qualités épuratives sont attestées et reconnues, qu'il ne semble pas exister de solution alternative au traitement des eaux blanches de la vacherie,

**Considérant** les capacités importantes d'expansion végétative et de dissémination de ce végétal au détriment des milieux humides localement présents,

**Considérant** la nécessité d'encadrer l'introduction pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

## DÉCIDE

### Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La COMMUNE DE ROURE, représentée par Monsieur LINCK Jean-Claude, maire, est autorisée à introduire des roseaux (*Phragmites ssp.*) dans le cœur du parc national, parcelle section A n°32 commune de Roure, dans le cadre de la construction d'une filière de traitement des eaux blanches à la Vacherie de Longon.

### Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- 2.1. L'espèce autorisée à l'introduction est exclusivement : *Phragmites australis*
- 2.2. Les massifs filtrants devront être parfaitement étanches vis-à-vis des risques de dissémination des roseaux par les rhizomes.
- 2.3. Les rémanents de faucardage ne devront pas être laissés sur site pendant plus d'une année ; ils seront évacués du cœur du parc national avant chaque fin de saison estivale. Tout brûlage est interdit en cœur de parc.
- 2.4. En aucun cas des rhizomes ou parties de rhizomes ne devront être laissés sur site hors des massifs filtrants ni mis au compost ; le cas échéant ils seront temporairement stockés sur un emplacement sec, sur bâche et évacués au titre des déchets avant la fin de saison pastorale.
- 2.5. En cas d'abandon ou de mise hors service définitive de la filière de traitement, l'intégralité des végétaux, parties aériennes et souterraines, devra être évacuée du cœur du parc national.

### Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée sans limite de durée, tant que l'installation de traitement des eaux blanches est en service.

### Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

### Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

### Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

## Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 3 février 2021



La Directrice-adjointe  
du Parc national du Mercantour

  
Sandrine GRANDFILS

Destinataire :

- mairie de Roure (mairie.roure@wanadoo.fr)

Copies :

- Pôle d'Instruction Métropolitain (smaupc@nicedazur.org)  
- service territorial Tinée

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.